

Victoire électorale du néo-trumpien Doug Ford en Ontario

Le Québec encerclé par le trumpisme et menacé par la démission

Le nouveau premier ministre de l'Ontario élu le 7 juin n'est pas le copie-coller du président étasunien mais il en est l'adaptation canadienne dans le contexte de pouvoirs provinciaux. Cette victoire très majoritaire dans le contexte d'une élection uninominale à un tour n'est pas pour autant écrasante : 40% à droite (Conservateurs), 20% au centre (Libéraux qui encaissent une dégelée aux dépens des extrêmes), 40% à «gauche» (NPD et Verts)¹. On dénote contre les Conservateurs les trous des centres urbains, des zones fortement syndiquées et de celles franco-ontariennes. Toute relative qu'elle est, la vague Ford n'en est pas moins décisive tout comme celle de Trump aux ÉU aux dépens de Clinton.

Adossée aux Conservateurs ruraux et à la «Ford Nation»² de la grande banlieue de Toronto, l'aile droite conservatrice tentera d'appliquer une politique populiste de baisse d'impôt dont l'abolition du marché du carbone partagé avec le Québec et la Californie, des frais d'électricité (plus de deux fois plus cher à Toronto qu'à Montréal)³ et... du prix de la bière. On devine la contrepartie en coupes drastiques, ce qui ne transpire pas d'une plateforme non chiffrée qui ne manque de bluffer à gauche, le populisme étant ce qu'il est⁴. Ces coupes s'annoncent pires que celle de la « révolution du bon sens » du gouvernement Harris (1995-2003)⁵ qui furent pires que celles contemporaines, au fédéral, du gouvernement Libéral Chrétien-Martin et, au Québec, du gouvernement péquiste Parizeau puis Bouchard. Et que dire de l'attaque contre le prolétariat à commencer par l'abandon du salaire minimum à 15\$ l'heure garanti par le précédent gouvernement⁶, et contre les femmes⁷. Contrairement à Trump cependant, Ford ménage la population de couleur et immigrante, fort nombreuse dans la banlieue de Toronto⁸ et dont les entreprises ont soif⁹ étant donné le bas taux de chômage alors que le cycle économique est à son plus haut.

Alerte orange contre les acquis sociaux du coin français des Amériques

Il n'en reste pas moins que ce revirement s'avère une pénétration trumpienne dans le cœur démographique et économique canadien. L'Ontario, avec les ÉU, délimitent l'essentiel du territoire québécois, en particulier son noyau laurentien. Le Québec y exporte plus du tiers de son produit intérieur brut (PIB)¹⁰. On connaît l'influence de la culture commerciale étasunienne qui pousse dans les câbles celle québécoise. La langue française comme langue d'usage continue de reculer au Québec¹¹. Cet encerclement trumpien du coin francophone de l'Amérique qui s'accroche à son identité risque de donner un nouveau choc à ses acquis sociaux, uniques au nord du Rio Bravo/Grande (programmes sociaux, taux de syndicalisation) déjà ébranlés par le néolibéralisme anglicisant depuis 1980. Ceux-ci découlent de sa modernisation turbulente de 1966 à 1976, où le prolétariat a cherché à rompre son alliance avec la petite bourgeoisie scellée dans la «révolution tranquille» (1960-66), jusqu'au paroxysme d'un moment pré-révolutionnaire en 1972¹² qu'ensuite le PQ a récupéré et dévoyé à partir de 1976 quand il a conquis la majorité parlementaire.

1 Globe and Mail, [Ontario election results 2018: A map of the results](#), 7/06/18

2 Rabble.ca, [Who is Ford Nation?](#), 18/04/18

3 Hydro-Québec, [Prix de l'électricité ici et ailleurs](#), 1/04/17

4 Claudine Brûlé, [Les 12 travaux de Doug Ford](#), Radio-Canada, 8/06/18

5 Nathalie Mera, [Punitive Austerity: Ford, the Tories and the Coming Cuts](#), Socialist Project, 5/06/18

6 David Bush, [What's at Stake in the Ontario Election](#), Socialist Project, 6/06/18

7 Hélène Buzzetti, [Doug Ford, le Donald Trump du Nord](#), Le Devoir, 13/03/18

8 Wikipedia, [Demographics of Toronto](#), visité le 9/06/18. « Le Recensement de 2016 indique que 51,5% de la population de Toronto est composée de minorités visibles. [...] Chaque année, près de la moitié des immigrants au Canada s'établissent dans la région du Grand Toronto. » (ma traduction)

9 Daniel Tencer, [Canada's Labour Shortage Intensifies, With Nearly 400,000 Vacant Jobs](#), HuffPost-Canada, 13/03/18

10 Gouvernement du Québec, [Le calepin édition 2015, Le commerce extérieur du Québec](#)

11 Sarah R. Champagne et Annabelle Caillou, [Le français en perte de vitesse au Québec](#), Le Devoir, 3/08/17

12 Marc Bonhomme, [Québec : Leçons d'hier, impératif d'aujourd'hui – Une grève sociale pour briser l'austérité permanente](#), ESSF, 3/08/14

Déjà la CAQ, le plus trumpien des partis québécois tant par son parti pris « *de démantèlement du modèle québécois* »¹³ que par la dénonciation de l'« *“afflux hors de contrôle” de demandeurs d’asile* »¹⁴ mène dans les sondages¹⁵ depuis près d'un an. Bien sûr, les sondages sont volatiles en ces temps de polarisation tant sociale que politique comme la dernière élection ontarienne l'a encore une fois démontré. Reste que la question nationale québécoise les balise tant en donnant une base non francophone et ultra-fédéraliste francophone aux Libéraux qu'en clivant le vote francophone entre partis souverainistes et ceux non-souverainistes. Et aucun chef de parti n'est un lapin sorti du chapeau comme Trump et Ford le sont¹⁶.

La lourde tendance à la démission et au compromis face à la montée de la droite

En théorie, le coup de Jarnac fordien pourrait braquer la société québécoise à gauche moyennant des conditions de mobilisation comme en 2012 et plus encore comme en 1972. Mais la forte démobilisation actuelle qui persiste depuis la défaite du Front commun du secteur public au début 2016, qu'illustrent les faibles manifestations contre le G-7 de Charlevoix comparées à celles lors du Sommet des Amériques en 2001¹⁷, invite à penser que la victoire du néo-trumpien ontarien déroule le tapis rouge pour une victoire de la CAQ lors de l'élection du premier octobre 2018. Y a-t-il moyen de contrer cette lourde et triste tendance ? Depuis 2006, la gauche québécoise peut compter sur son parti, Québec solidaire, qui coagule toutefois toutes les ambiguïtés conciliatrices de la gauche sociale.

Si on pointe le projecteur sur la question centrale du XXI^{ie} siècle, la lutte climatique et pour la biodiversité, on a encore constaté ces tergiversations syndicales au dernier Sommet pour la transition énergétique¹⁸. Comme quoi, le syndicalisme québécois n'est pas à la hauteur des tendances les plus radicales au sein du syndicalisme mondial¹⁹ bien qu'y tendent certains. Le Syndicat canadien de la fonction public (SCFP) est un des initiateurs de la coalition Trainsparence qui rejette le Réseau express métropolitain (REM). Ce train aérien est un grand projet inutile qui pour sept milliards \$²⁰ diminue seulement de 0.13% le nombre de voitures et réduit les GES d'un minable 0.12%²¹. Côté réseau militance syndicale, l'équivalent québécois du Labor Notes étasunien, Lutte commune²², qui a quand même le mérite d'exister et de se maintenir, a dû en avril annulé, faute d'intérêt, sa réunion mensuelle devant porter sur l'écologie.

Québec solidaire se laisse damer le pion par le PQ et même par les Libéraux

Reflétant ces démissions que l'on retrouve dans le mouvement écologique (heureusement) divisé²³ au sujet du REM²⁴, Québec solidaire après avoir souscrit « temporairement » au marché du carbone à l'encontre de

13 Michel Rioux, [Le vrai visage de la CAQ](#), L'Aut'journal, 20/02/18

14 Robert Dutrisac, [Quand l'opposition table sur l'ignorance](#), Le Devoir, 16/08/17 : « *Le premier ministre Philippe Couillard a raison de dénoncer l'« ignorance », feinte ou réelle, dont font preuve les chefs caquiste et péquiste. En vertu de la convention internationale sur les réfugiés et d'une décision de la Cour suprême, le gouvernement canadien doit entendre les demandeurs d'asile qui arrivent au pays et statuer sur leur sort, qu'ils soient entrés au pays par un poste-frontière ou de façon irrégulière. On ne peut simplement les refouler à la frontière.* »

15 Sondage Léger LCN-Le Devoir-Journal de Montréal. [La politique provinciale au Québec](#), 12/05/18

16 Michel David, [Quand on se compare...](#), Le Devoir, 9/06/18

17 Radio-Canada, [Une dernière manifestation anti-G7 à Québec](#), 9/06/18

18 Roger Rashi, [Le Sommet pour la transition énergétique juste à la lumière du pipeline Kinder Morgan. Dialogue social ou rapport de force ?](#), Presse-toi-à-gauche, 5/06/18

19 Roger Rashi, [Syndicalisme et transition juste : en quête d'une vision transformatrice](#), Presse-toi-à-gauche, 22/05/18

20 Gérard Fillion, [Réseau express métropolitain : les chiffres complets](#), Radio-Canada, 8/02/18

21 Parti québécois, [Le Grand Déblocage](#), mars 2018

22 Bruno-Pierre Guillette, [Conférence de Labor Notes 2018 : Remettre le mouvement dans le mouvement ouvrier](#), Presse-toi-à-gauche par ESSF, 8/05/18

23 [Trainsparence, Facebook](#), 8/06/18 : « *Le groupe environnemental Équiterre défend farouchement le REM (qui sera alimenté par l'électricité) proposé par le gouvernement libéral sur une proposition alternative du Parti québécois qui enlèverait 78 fois plus de voitures de nos routes. Par coïncidence, Équiterre reçoit 4 millions de dollars des libéraux pour promouvoir le transport électrique ... / »*

24 Patrice Bergeron – La Presse canadienne, [Des personnalités appuient le remplacement du REM par le projet du PQ appelé le «Grand Déblocage»](#), HuffPost-Québec, 20/04/18

son programme et avoir ramené sa cible 2030 de réduction des gaz à effet de serre (GES) à peine au-dessus de celle des Libéraux²⁵, est resté coi sur le REM laissant le PQ lui faire la leçon. On peut comprendre qu'un si piètre leadership typiquement capitaliste vert provoque à l'intérieur du Front commun pour la transition écologique, regroupant à peu près tout l'éventail du mouvement écologique québécois²⁶, « *un momentum où [...] le mouvement environnemental hésite à embarquer dans la question anticapitaliste, post-capitaliste – les mots font peur encore beaucoup –...* »²⁷.

Le mouvement écologiste québécois peut s'enorgueillir de ses avancées organisationnelles hors centres urbains pour combattre les oléoducs bitumineux, avec succès, et l'exploration gazière et pétrolière, avec demi-succès²⁸... et avec l'aide de la réalité géologique du Québec. Il n'en reste pas moins que sa conscience idéologique retarde à cause d'une direction au mieux réformiste, au pire collaborationniste. On en a vu une démonstration éclatante lors de « *La grande transition* », un succès de foule, plus précisément de foule étudiante²⁹. On s'y est pété les bretelles anticapitalistes mais « *la question québécoise ou canadienne a été peu abordée* ». Plus précisément, n'ont pas « *été abordés le projet, les défis et les contradictions de Québec Solidaire, ce qui était, je crois, pour les États-Uniens et les Canadiens, un peu étrange...* »

Blâmer la jeunesse du Printemps érable au lieu de constater sa propre capitulation

Pourquoi ? « *Il peut y avoir là une certaine peur d'aborder des enjeux actuels et difficiles.* » Il paraîtrait que « *la “génération 2012” exprime une certaine distanciation par rapport au enjeux politiques immédiats* » ou encore que « *plusieurs militants de QS ont la tête ailleurs en ce moment.* » La militance du Printemps érable en jugera. N'est-ce pas plutôt parce que cette impression glanée par l'auteur lors d'une réunion du « Réseau écosocialiste » reflète plutôt une carence intrinsèque à ce réseau surfant, sans intervenir, sur la réalité tant québécoise que Solidaire dont il est pourtant un collectif bien inoffensif³⁰. L'auteur dans un autre texte n'affirmait-il pas que « *[l]a génération de 2012 “arrive en ville”, selon l'expression consacrée. Elle a passé le test du feu.* »³¹ On laisse à l'auteur ses contradictions.

Quant à la disponibilité Solidaire, une semaine auparavant, la porte-parole et la présidente du parti avaient présenté au conseil national un long plaidoyer méticuleusement préparé pour décrocher le parti de l'Accord de Paris, comme précédemment mentionné, afin de le raccrocher de facto à la « *politique de mobilité durable* » (PMD) gouvernemental³², centrée sur le REM, que le parti n'a pas critiquée. Cerise sur le gâteau, le seul investissement apparemment potable devant être achevé d'ici cinq ans selon la PMD apparaît problématique³³. Une telle présentation à la jeunesse à l'anticapitalisme éthéré aurait certainement provoqué des flammèches. Mais rien ne presse selon l'auteur : « *Sincèrement, je pense que ça va prendre quelques générations avant d'y arriver.* » L'humanité a donc le temps de cuire en ce siècle déjà bien entamé et de s'envoyer par la tête des bombes nucléaires car la guerre est à la crise néolibérale, et à sa concentration de la richesse et du pouvoir chez le 1% et moins, ce que l'orage est à la nuée.

25 Marc Bonhomme, [Projet de société soumis au «marché» mais possible brèche vers la rue](#), Le Québécois, 29/05/18

26 Front commun pour la transition écologique, [Accueil](#), visité le 9/06/18

27 Anne-Céline Guyon, coordonnatrice du Front commun pour la transition énergétique, [De la nécessité de la transition énergétique et écologique](#), Presse-toi-à-gauche, 22/05/18

28 Alexandre Shields, [Québec tourne le dos aux gaz de schiste](#), Le Devoir, 9/06/18

29 Pierre Beaudet, [Quelques réflexions préliminaires après La Grande Transition \(LGT\)](#), Presse-toi-à-gauche, 29/05/18

30 Marc Bonhomme, [Brochure du « Réseau écosocialiste »... qui oublie l'écologie – Un cours d'anticapitalisme 101... sans exproprier le capital](#), Presse-toi-à-gauche, 8/11/17

31 Pierre Beaudet, [La politique à gauche, un art du risque](#), Presse-toi-à-gauche, 24/04/18

32 Voir sur mon site web, « [Une politique de mobilité durable étouffée par le «marché» – Une critique velléitaire qui refuse de se libérer de ce carcan](#) », 28/05/18

33 Florence Sara G. Ferraris, [Trop peu, trop tard pour les bus rapides sur Pie-IX?](#), Le Devoir, 11/06/18

L'insurrection contre le *Deep State*

Il faudrait rester optimiste selon l'auteur car l'on sait que « *ce capitalisme* “réellement existant” *va tomber...* » Comme un fruit mûr peut-être ? En tout cas, non suite à une « *insurrection soudaine* » affirme-t-il. Suite alors à une insurrection lente ou prévue ou graduelle ? Voilà un anticapitalisme qui fait l'économie de la révolution... à moins qu'elle soit lente, etc.. L'auteur ne se fie pas à l'événement comme par exemple le soulèvement arabe de 2011 ou encore la révolution du huit mars, dite de février selon le calendrier russe d'alors, en 1917. Et à une moindre échelle ceux de 1972 et 2012 au Québec. Bien sûr, l'événement résulte de conditions objectives et, en sous-main, d'un travail de taupe idéologique et organisationnel. Mais l'événement reste l'événement auquel le parti doit être prêt pour le catapulte sur le terrain politique.

Toujours selon l'auteur, la nouvelle génération écologique ne s'intéresse pas à l'État et à ses institutions... ou est-ce les présentateurs lors de cette rencontre regroupant 1600 personnes qui n'en n'ont pas parlé. Si on néglige l'État, il est effectivement difficile de prendre au sérieux l'insurrection, avec ou sans grève générale mais sûrement avec une profonde et vaste mobilisation sociale. Le but de l'insurrection consiste à s'emparer de l'État pour mieux en détruire les fondements répressifs, le *Deep State*. Ce qui permet ensuite de transformer graduellement la société mais non sans occasionnels à-coups venant d'en-bas pour secouer l'inévitable bureaucratie à ratatiner au fur et à mesure de la prise en charge sociale populaire. Ce qui n'empêche pas un tas d'expériences phares qui avec les luttes contribuent à faire surgir l'évènement.

La lutte pour les réformes afin d'ouvrir la porte à la révolution

Faut-il ajouter qu'il est futile d'opposer réforme et révolution, bien qu'il faille opposer réformisme et révolution. Les luttes pour les réformes, dont celles pour les projets exemplaires, engendrent d'une part la victoire occasionnelle, partielle et temporaire qui donne confiance, connaissance et expérience organisationnelle. D'autre part elle crée la conscience de la futilité de la réforme du capitalisme qui détenant le pouvoir reprend sa mise lors des reflux des luttes que ses crises économiques et politiques ne manquent pas de provoquer. C'est là l'unité dialectique des contraires. C'est à ce niveau que les intellectuels prônant l'anticapitalisme ont un rôle à jouer en autant que leur anticapitalisme est incarné dans la critique politique de leur conjoncture et de leur histoire et non dans l'abstraction idéologique et dans l'autocensure de leurs analyses *hic et nunc*.

Cette unité paradoxale produite par la lutte pour les réformes est sans cesse menacée par les frères ennemis du centrisme électoraliste et du sectarisme gauchiste. N'importe quelle militante Solidaire est au fait du premier danger qui habite la direction du parti. Elle confond la mécanique du réseau social des Sanders et Corbyn avec le radicalisme programmatique qui incarne un projet de société alternatif défini dans le contexte de leur société à la fine pointe de la dérive néolibérale et de l'impérialisme. C'est ce programme qui a fait la différence et non vice-versa³⁴. Pendant que le parti égrène des promesses électorales ciblées de type PQ+, il laisse tomber le projet de société de plein emploi écologique tout en se mettant à la remorque de la PMD des Libéraux et en laissant le PQ le dépasser à gauche en ce qui concerne le transport collectif.

La déviation centre-gauche alimente la tentation groupusculaire

Un tel glissement centre-gauche facilité par la démobilité qui dure fait la joie des petits groupes purs et durs prêts à embrigader toute cette jeunesse aspirant à renverser le capitalisme que Québec solidaire et ses

34 Alan Davies, [Élections au Royaume-Uni : une victoire travailliste spectaculaire](#), ESSF, 9/06/17 : « *Le manifeste [du Parti travailliste] – For The Many, Not the Few – a modifié l'orientation politique de la campagne électorale dès qu'il a rencontré l'écho des rues. Il a permis de mobiliser des centaines de milliers de jeunes gens...* »

intellectuels organiques sont à décevoir. Par exemple, pour l'un d'entre eux, Québec solidaire humanise l'exploitation, maintient "l'économie privée", instaure des banques sans spéculation, admet la coexistence des "biens communs" avec le grand capital, accentue la division du prolétariat, favorise une police québécoise pour les interventions militaires de l'ONU, et recycle le réformisme et le nationalisme³⁵. À travers leur refus sectaire de la lutte pour les réformes et une conception unilatérale de l'unité du prolétariat, soi-disant dénué de contradictions internes oppressives, ils mettent le doigt sur nombre d'adaptations Solidaires au règne du capital.

Si ces petits groupes s'impliquent dans la lutte et la critique sociales, ils méritent que l'on leur tire le chapeau tout en les mettant en garde contre le danger d'y semer la zizanie groupusculaire au nom de leur vérité de chapelle. On peut toutefois leur souligner que l'influence Solidaire, malgré ses tergiversations réformistes, vaut cent ou mille fois leur impuissant isolement. Le remède anticapitaliste entre le Charybde du réformisme menant vers la capitulation à la Syriza grecque et le Scylla groupusculaire trop isolé pour saisir et influencer les contradictions de l'heure, c'est l'inconfortable lutte endogène jusqu'à construire un pôle anticapitaliste interne tout en œuvrant à la construction de Québec solidaire. Cette ligne de conduite n'est pas appliquée par les collectifs du parti se réclamant de l'anticapitalisme, tentés de fuir la difficile lutte interne pour le propagandisme, l'activisme ou l'alliance avec la direction diluant la critique du réformisme.

Le plein emploi écologique comme réforme et comme brèche vers l'insurrection révolutionnaire

L'exigence du plein emploi écologique vise à la fois à arracher des réformes et à créer la conscience de la nécessité de l'insurrection révolutionnaire pour conquérir et détruire le *Deep State*. C'est cette rupture qui permettra la juste transition écologique basé sur une planification démocratiquement décidée puis contrôlée. Cette transition exige une révolution des systèmes d'énergie et de transport, tout comme de l'agriculture et de la trame urbaine et de leurs rapports réciproques. Il y faudra la contribution de l'épargne nationale à mobiliser, ce qui exige sa socialisation :

- Que ce soit la partie fiscalisée pour bonifier les actuels et très féminisés services publics charcutés par l'austérité et qui sont intrinsèquement écologiques par leur faible recours aux énergies mécaniques dont fossiles et par leur enrichissement anti-consumériste des rapports sociaux. S'y ajoutera le service rendu totalement gratuit des transports collectifs électrifiés et économe en énergie plus un service communautaire d'autopartage bon marché dans le cadre d'une trame urbaine sans auto solo maximisant le transport actif et pénétrée par l'agriculture biologique et par la ruralité.
- Que ce soit la partie non fiscalisée c'est-à-dire servant au financement car récupérable sans débours additionnels grâce aux «négawatts» découlant des revenus générés par les actifs électrifiés et énergiquement efficaces consommés productivement (camions commerciaux, trains et navires, logements locatifs, édifices commerciaux), fonctionnant à meilleur marché que quand ils étaient mus aux énergies fossiles. S'y ajoutent les produits durables directement consommés (logements en propriété, équipements ménagers et électroniques) lesquels consomment moins d'énergie et même zéro énergie (Bibliothèque de Varennes³⁶) ce qui permet d'utiliser une partie des frais d'énergie épargnés pour payer la facture de reconversion.

Il devient impérieux de faire le débat à propos de l'hydro-électrification des autos solos (et SUV et camionnettes de plus en plus populaires) qui crée l'illusion d'une révolution sans chamboulement des structures, de tout changer pour que rien ne change. Pollution, congestion et étalement urbains seront maintenus tout comme leur corollaire de banlieues tentaculaires et énergivores pour la plus grande joie de l'accumulation du capital et du consumérisme.

35 Philippe Valois, [Québec Solidaire, un piège pour la classe ouvrière](#), Groupe marxiste révolutionnaire, 30/04/18

36 Radio-Canada, [Bibliothèque de Varennes, un bâtiment « net zéro »](#), 15/08/17

Ce débat en cache un autre, celui du type de transport collectif urbain à privilégier. Les équipements dans les airs (REM) et sous terre (Ligne rose de Projet Montréal) sont longs à planifier et à construire mais ils sont prestigieux, pour la plus grande joie des politiciens, et surtout chers, pour le plus grand bonheur de «l'industrie de la corruption». Non seulement n'entravent-ils en rien la circulation automobile mais ils la perpétuent en la soulageant pour la plus grande satisfaction des entreprises, préoccupées par la vitesse de circulation de leurs marchandises et par la productivité de leurs employés qui arrivent au travail à temps et moins harassés. Pour les équipements dans la trame urbaine (tramways, trains légers ou pas, corridors d'autobus rapides) comme ceux proposés par le « Grand Déblocage », hérité du « Grand Virage » de Coalition climat Montréal³⁷, c'est le contraire. En particulier ils tassent l'auto solo tout en proposant une alternative qui deviendra gratuite. Faut-il conclure que ce type d'équipement pose la question de l'interdiction par étape de la propriété ou de la location prolongée de l'auto solo, et aussi que de l'ubérisation du transport collectif.

L'indépendance pour le plein emploi écologique : le pont entre réforme et révolution

Contre un Canada pétrolier dont l'emprise financière de sa bourgeoisie est écrasante et dont l'idéologie dominante repose sur le *Quebec bashing* et un hypocrite apartheid anti-autochtone, il y faudra l'indépendance. Autrement un gouvernement Solidaire serait tout aussi impuissant sinon davantage qu'un gouvernement Syriza. Il faut vaincre le fédéralisme afin de mettre la main sur les pouvoirs pour contrôler la Finance et les changes grâce à une monnaie nationale, sur ceux pour que le Québec ne devienne pas une passoire pétrolière et gazière et pour qu'il se sorte d'accords de libre-échange masquant la dictature des transnationales acquises au bon marché des hydrocarbures. Rien à voir avec cette bleu indépendance fleurdelisée valorisant l'exploitation plein régime des ressources naturelles pour insérer le Québec dans le marché global comme gagnant sous la houlette du capital financier dont le noyau dur reste hors Québec.

C'est la quête de l'indépendance qui ravivera la dignité bafouée du peuple québécois afin d'accomplir cette tâche gigantesque mais exaltante d'être fer de lance de la lutte climatique. Par rapport au Canada, le Québec est déjà avancé sur le chemin du respect de l'Accord de Paris (9% en-dessous versus 18% au-dessus du niveau de GES de 1990³⁸). Le Québec n'a pas besoin de restructurer son économie comme l'Alberta et l'Ontario dépendante du complexe auto-pétrole. Le Québec est déjà doté d'une industrie du transport collectif et aucune d'assemblage d'autos et de petits camions. Le Québec a déjà un surplus hydroélectrique pour électrifier tout le transport routier. Reste à réaliser l'indépendance pour juguler la Finance, contrôler l'épargne nationale et socialiser l'ensemble des transports et de l'énergie.

La lutte climatique pour le plein emploi écologique est l'axe du projet de société qui ralliera la grande majorité populaire à l'indépendance, non francophones compris, tout comme il attirera la sympathie des peuples canadien et étasunien. De par l'histoire et de par la force démographique, économique et politique du peuple québécois, l'indépendance est la clef de la porte de sortie du cul-de-sac stratégique du Canada pétrolier y compris pour le peuple canadien. La lutte climatique pour le plein emploi écologique permet de combiner émancipation sociale et libération nationale afin de dégager cette majorité indépendantiste nécessaire à une Constituante gagnante.

Marc Bonhomme, 12 juin 2018

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

37 Luc Gagnon et Jean-François Boisvert, [Place au Grand virage](#), Le Devoir, 25/06/16

38 Gouvernement du Québec, [Inventaire québécois des émissions des gaz à effet de serre en 2015 et leur évolution depuis 1990](#), 2018